

Application de la loi SRU à partir 1^{er} janvier 2009

Loi SRU (2000-1208) signifie loi Solidarité et Renouvellement Urbains. Cette loi est issue d'un débat national lancé en 1999 ayant pour thème « habiter, se déplacer...vivre la ville ». Elle fait apparaître la nécessité d'une plus grande cohérence des politiques dans une perspective de développement durable. Elle comporte trois volets, l'urbanisme, l'habitat et les déplacements.

Elle est ajustée par la loi UH (2003-590) qui signifie « Urbanisme et habitat » et qui a pour vocation d'apporter des assouplissements à la loi SRU afin de corriger des effets bloquants.

La partie qui nous intéresse en ce qui concerne le réseau de distribution d'électricité est la modification, à partir du 1^{er} janvier 2009, de la procédure de raccordement d'un nouveau client. Grosso-modo, la loi donne à la commune la maîtrise de **l'extension du réseau électrique** en lui faisant payer toutes les créations ou renforcements du réseau liés à un raccordement nouveau.

Avant (antérieur au 1 janvier 2009)

Un client qui souhaite se raccorder sur le réseau de distribution public d'électricité fait la demande au distributeur qui exploite le réseau sur sa commune, en l'occurrence EDSB pour Briançon et Saint-Martin-de-Queyrières. En fonction de la demande du client qui doit fournir quelques caractéristiques précises (lieu de livraison, tension de livraison et puissance demandée) EDSB transmet un devis pour la totalité de la prestation, quelle qu'elle soit. EDSB définit avec le client les modalités du raccordement. Le client règle 50% de la facture pour que les travaux soient effectués et la totalité avant la mise en service définitive de l'alimentation. Nous ne faisons pas référence ici aux documents annexes indispensables à la mise en service d'une installation nouvelle comme par exemple le certificat de conformité. La nouvelle procédure ne modifiera pas cet aspect réglementaire.

Après (dès le 1^{er} janvier 2009)

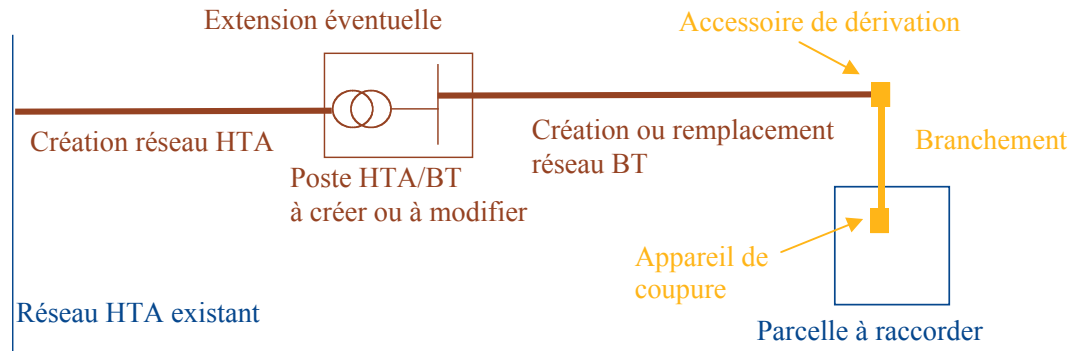
À compter de janvier 2009, les élus décideront, à l'occasion de l'instruction des demandes d'autorisation d'urbanisme et de certificat d'urbanisme, de l'aménagement électrique pour les constructions concernées. La loi dite SRU et les textes d'application placent la collectivité en charge de l'urbanisme (CCU) au centre des décisions en matière d'équipement de **réseau public de distribution**.

Dans le cas où un réseau existe au droit de la propriété du demandeur et que le raccordement nécessite uniquement la construction d'un branchement, la procédure reste la même. Il y aura seulement une modification des puissances de raccordements standards que nous définissons plus bas.

Dans le cas où il n'y a pas de réseau au droit de la propriété du demandeur, la collectivité en charge de l'urbanisme (CCU) prendra à sa charge les coûts **d'extension** du réseau électrique. **Elle pourra répercuter cette charge en totalité ou en partie au demandeur de l'autorisation d'urbanisme**. Ce dernier prendra directement à sa charge le coût du branchement. Pour ce type de raccordement le distributeur enverra donc un devis à la CCU (extension) et un au demandeur (branchement) et ne pourra effectuer les travaux que lorsque les deux accords lui seront parvenus. Sur tous les devis, EDSB applique une réduction de 40% du coût total. Cette réduction appelée « réfaction tarifaire » est imposée à tous les gestionnaires de réseau par décret.

Il faut donc définir de manière précise les limites du branchement et de l'extension en basse tension. Le décret n° 2007-1280 du 28 août 2007 précise la « consistance des ouvrages de **branchement** et **d'extension** des raccordements aux réseaux publics d'électricité ».

Le schéma ci-dessous situe le branchement et l'extension dans le cas d'un raccordement BT.



Pour les raccordements en basse tension (BT), **le branchement** est la partie terminale du raccordement, situé entre l'accessoire de dérivation du réseau électrique et l'appareil de coupure du client.

L'extension, pour un raccordement en BT, en fonction des travaux nécessaires pour répondre à la demande de raccordement, peut comporter:

- la création de réseau BT
- le remplacement de réseau BT existant,
- les travaux dans le poste de transformation HTA/BT,
- la création de réseau HTA.

Estimation des coûts et facturation

Le barème de facturation des raccordements du distributeur EDSB est établi en fonction des coûts engendrés par le raccordement. Il devra être approuvé, à terme, par la Commission de régulation de l'énergie.

Deux modes de facturation sont utilisés pour établir le montant de la contribution :

- Une formule simplifiée (cas les plus fréquents) : **Coût fixe + coût variable x longueur**
- Un chiffrage basé sur le coût réel de réalisation de l'ouvrage (autres cas).

Les coefficients « coût fixe » et « coût variable » de la formule simplifiée dépendent notamment de la puissance de raccordement.

Puissances de raccordement pour la consommation d'électricité

Le demandeur du raccordement individuel en basse tension choisit sa puissance de raccordement parmi les paliers standards suivants :

- 12 kVA monophasé,
- 36 kVA triphasé.

Pour un raccordement en basse tension de puissance supérieure à 36 kVA, la puissance de raccordement est déterminée par le demandeur du raccordement à l'intérieur de trois plages qui sont :

- De 37 à 60 kVA
- De 61 à 120 kVA
- De 121 à 250 KVA.

Pour les puissances supérieures à 250kVA le raccordement est effectué directement en HTA et la puissance de raccordement est déterminée par le demandeur du raccordement au kW près.

Lors de l'instruction d'une autorisation d'urbanisme, il est indispensable que la Collectivité en Charge de l'Urbanisme (CCU) transmette au distributeur EDSB les puissances de raccordement souhaitées. Ces éléments sont nécessaires à la réalisation de l'étude électrique qui permettra au distributeur de répondre correctement à la CCU (éventuels travaux d'extension nécessaires).

Le demandeur du raccordement choisira ensuite une puissance souscrite auprès de son fournisseur. Cette puissance souscrite (et ses éventuels dépassements) devra **rester inférieure ou égale à la puissance de raccordement**. Par exemple, un client domestique souscrivant une puissance de 9 kVA a généralement une puissance de raccordement de 12 kVA monophasé.

Puissance de raccordement pour la production d'électricité

Le développement rapide de la petite production d'électricité (du type photovoltaïque en particulier), peut modifier le comportement électrique des réseaux de distribution.

Il est donc souhaitable de connaître les intentions d'un porteur de projet dès le stade de sa demande d'autorisation d'urbanisme.

Tableau de prise en charge des coûts en fonction du type de raccordement

Type de raccordement	Coût de l'extension de réseau charge par :	Coût du branchements pris en charge
Raccordement individuel	collectivité en charge de l'urbanisme (art L 332.6)	client
	client (art. L332-15) sur décision de collectivité en charge de l'urbanisme moment de l'AU* (art 18 de la loi 2000-108 du 10 fév.	client
Lotissement (livre ou parcelle nu)	collectivité en charge de l'urbanisme (art 18 de la loi 2000-108 du 10 fév.	lotisseur ou client
Immeuble collectif logement	collectivité en charge de l'urbanisme (art 18 de la loi 2000-108 du 10 fév.	promoteur
Immeuble collectif tertiaire	collectivité en charge de l'urbanisme (art 18 de la loi 2000-108 du 10 fév.	promoteur
	promoteur sur décision de la collectivité en charge de l'urbanisme notifié au moment de l'AU* (art 18 de la loi 2000-108 du 10 fév.	promoteur
Zone d'aménagement Qualification par commune	aménageur (art 18 de la loi 2000-108 du 10 fév.	aménageur ou client
Raccordement producteur	producteur (art 18 de la loi 2000-108 du 10 fév.	producteur

* autorisation d'urbanisme, décision soumise à délibération en conseil municipal

Pour réussir la mise en œuvre de ce nouveau dispositif il est important de convenir de modalités d'échanges entre la collectivité en charge de l'urbanisme (CCU), le demandeur du raccordement et le distributeur EDSB.

• Contribution du distributeur EDSB pour l'instruction des demandes de certificats d'urbanismes

La CCU demande au distributeur EDSB de se prononcer sur l'état des réseaux par rapport à la parcelle du demandeur. Le distributeur EDSB répond à la CCU dans un délai d'un mois :

- Le réseau électrique (BT ou HTA) existe au droit de la parcelle
- Le réseau électrique n'existe pas au droit de la parcelle :
 - Le réseau (BT ou HTA) est à moins de 50 m,
 - Le réseau (BT ou HTA) est à plus de 50 m.

Cette réponse ne préjuge pas de la capacité du réseau à accueillir le raccordement sans travaux d'extension. Le réseau étant susceptible d'évoluer, la réponse ne peut donc pas être définitive.

• Contribution du distributeur EDSB pour l'instruction des demandes d'autorisation d'urbanisme

1 – La CCU demande au distributeur EDSB de se prononcer sur les éventuels travaux d'extension permettant d'alimenter en électricité la parcelle du demandeur. La CCU transmet au Distributeur EDSB les données nécessaires à l'étude électrique : copie de l'imprimé Cerfa avec les plans, puissances de raccordement électrique.

2 – Le distributeur EDSB répond à la CCU dans un délai maximal d'un mois, en indiquant le chiffrage des éventuels travaux d'extension. Le réseau étant susceptible d'évoluer, le chiffrage ne peut pas être définitif.

3 – Si la CCU délivre l'autorisation d'urbanisme, elle y indique l'éventuelle répercussion de tout ou partie du coût de l'extension et informe le distributeur EDSB des choix opérés.

4 – Le demandeur transmet au distributeur EDSB les données nécessaires à l'étude détaillée du raccordement et la référence de l'AU.

5 – Le distributeur EDSB adresse au demandeur un devis pour la partie branchement sur la base de ses besoins.

6 – Le distributeur adresse un devis à la CCU ou au demandeur pour la partie extension selon la position prise par la CCU dans l'AU.

7 – Le distributeur engage les travaux après accord écrit du demandeur et de la CCU quand elle prend en charge le coût de l'extension.

Il est important de standardiser ces échanges entre les communes et le distributeur EDSB.